



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 24/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV NORMANDIE**

Les Aucrais  
14190 Cauvicourt

Références : 2024-531  
Code AIOT : 0005300625

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 Cauvicourt. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des problèmes de gestion ont rendu nécessaire le déstassement des stocks de cadavres d'animaux en décomposition de l'usine d'équarrissage ATEMAX et de ses plateformes de stockage intermédiaire. Aussi, il a été nécessaire de trouver des exutoires supplémentaires. Afin de pouvoir réceptionner exceptionnellement ce type de déchets, l'exploitant du site de Cauvicourt a demandé l'autorisation de pouvoir enfouir ces déchets non prévus dans son autorisation d'exploiter et proposé des modalités temporaires et spécifiques de réception et d'enfouissement de ces déchets avec une limite journalière d'apport fixée, un tonnage global défini et une origine spécifiée pour cette opération exceptionnelle de gestion au sein de l'installation de stockage de déchets. C'est à ce titre qu'un arrêté de mesures d'urgence a été signé le 3 septembre 2024. Cette visite a pour

objet le contrôle du respect des dispositions de cet arrêté de mesures d'urgence.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 Cauvicourt
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est notamment constituée de :

- la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4G) ;
- une déchetterie.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet
2	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet
3	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet
4	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet
5	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet
6	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet
7	Enfouissement de déchets et sous-produits animaux	AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté de mesures d'urgence.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine, quantité de déchets, arrêt de la gestion des déchets standards
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité totale admise est de 500 tonnes, dans la limite de 2 bennes étanches ou 50 tonnes par jour. Cette quantité ne sera pas décomptée dans le volume annuel autorisé. Les livraisons se font du lundi au jeudi, le matin sur le créneau de 9h30-10h00. Les opérations de déchargement des déchets en provenance des deux centres de collecte ATEMAX de Clécy et de Sillé-le-Guillaume ne sont pas réalisés en même temps que le déchargement des autres déchets admissibles sur l'installation de stockage. L'exploitant prend des dispositions pour mettre en attente les camions de livraison des déchets non dangereux autorisés à être enfouis sur le site à partir de l'arrivée et de la prise en charge des camions venant livrer les déchets et sous-produits animaux issus de ces deux centres de collecte de la société ATEMAX.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle du 12 septembre 2024, l'inspection a assisté à la réception des 2 camions de livraisons des déchets en provenance des sites ATEMAX de Clécy et de Sillé-le-Guillaume vers 9h00. Les quantités livrées étaient respectivement de 26,320 et 26,380 t comprenant un chaulage important des déchets. Les camions de transport des déchets standards réceptionnés ont été stationnés en entrée de site en attendant la réalisation de l'ensemble des opérations de réception, déchargement et enfouissement des déchets de sous-produits animaux. Le transfert et déchargement des déchets standards depuis les quais de transfert n'a pu reprendre qu'après le départ des 2 camions et le nettoyage à sec du quai concerné par le déchargement des sous-produits animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prétraitement des déchets issus des sites ATEMAX
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sous-produits animaux sont prétraités (chaulage à la chaux désactivée) avant leur arrivée sur le site de l'installation de stockage. Ceux-ci arrivent dans des bennes étanches. L'enfouissement des sous-produits animaux non prétraités est interdit.
<b>Constats :</b>

<p>Lors du contrôle du 12 septembre 2024, l'inspection a assisté au déchargement des déchets de sous-produits animaux. Il a été constaté un bon état de propreté extérieur des camions et des bennes de transport ainsi que le chaulage important des déchets déchargés. Il n'a pas été constaté d'écoulements particuliers et le chaulage des déchets a semblé globalement abondant et homogène. Les bennes ne présentaient pas de défaut d'étanchéité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Empêcher contact entre déchets et oiseaux et autres animaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre tout moyen limitant le contact des oiseaux et de toute autre espèce animale (rongeurs, etc.) avec les sous-produits animaux, au besoin il met en œuvre des techniques d'effarouchement lors des opérations de stockage jusqu'au recouvrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a noté que l'exploitant ne mettait pas en œuvre de moyen particulier d'effarouchement. Le va et vient des deux compacteurs-pousseurs mis en œuvre pour le transfert et l'enfouissement a semblé suffisant à limiter le temps de contact entre les mouettes et les déchets de sous-produits animaux déchargés d'autant que ces déchets chaulés ne suscitaient visiblement pas l'intérêt des mouettes.</p> <p>La technique de transfert et d'enfouissement de ces déchets repose sur leur mélange avec des déchets standards déjà présents, puis leur recouvrement avec les déchets standards livrés au cours de la journée. Pour mémoire, ces déchets représentent 50 t pour une quantité journalière de déchets réceptionnés oscillant entre 600 et 800 t environ.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de transfert des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations de reprise et de transfert de ces déchets prétraités en contrebas des quais de déchargement sont réalisées de manière à ne pas les disséminer. L'aire de transfert vers la zone d'enfouissement est décapée en fin de réception pour reprendre les éventuels résidus et les enfouir dans la zone retenue du casier 4G.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a constaté que les transferts de déchets de sous-produits animaux ne posaient pas de difficulté particulière et le conducteur de l'engin compacteur-pousseur assurait la reprise progressive des déchets pour les amener jusqu'à la zone d'enfouissement du casier 4G en veillant à reprendre l'ensemble des déchets et à décaper la surface de transfert.</p>

Cette méthode de travail habituelle assure la non dissémination des déchets et ce, d'autant que les déchets sont particulièrement chaulés et les déchets standards réceptionnés sont, pour l'essentiel, des déchets secs. Lors des transferts de ces déchets, il n'a pas été observé d'épandage de substance liquide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couverture des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À l'issue des opérations d'enfouissement de ces déchets, l'exploitant procède sans tarder à leur couverture avec les déchets non dangereux usuellement réceptionnés pour atteindre une épaisseur d'au minimum 1,5 mètres en fin de journée afin de limiter les nuisances et les risques sanitaires.</p> <p>La position (coordonnées géographiques) des zones d'enfouissement de ces déchets dans le casier 4G est reportée dans les documents d'exploitation de l'ISDND.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède au repérage des zones du casier 4G où ces déchets sont enfouis.</p> <p>L'exploitant procède au recouvrement de ces déchets mélangés lors de leur transfert au fur et à mesure des livraisons de la journée. L'épaisseur minimale de couverture des déchets serait garantie par les apports journaliers de déchets non dangereux classiques, sachant que ces apports oscillent entre 600 et 800 t.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection comment il s'assure du respect de l'épaisseur prescrite de la couverture de ces déchets à réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des enfouissements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les risques de départ de feu ou de dégagement de chaleur susceptible de dégrader les barrières de sécurité. Une surveillance spécifique est mise en place afin de surveiller le temps nécessaire, tout départ de feu faisant suite à cette réception exceptionnelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens de surveillance de son site, notamment des caméras de surveillance et thermiques. Les agents d'exploitation veillent au bon déroulement des opérations</p>

de prise en charge des déchets. Il y a une présence humaine permanente au niveau de la zone d'exploitation au cours de la journée de travail. En fin de journée, l'exploitant fait procéder à une ronde de surveillance du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Enfouissement de déchets et sous-produits animaux**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Spéciales du 03/09/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des conditions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que la quantité de chaux désactivée apportée dans les opérations de pré-traitement n'est pas susceptible de nuire au fonctionnement de l'installation de stockage. L'exploitant s'assure du bon fonctionnement du réseau de drainage des lixiviats et renforce la surveillance qu'il exerce sur leur traitement.

**Constats :**

La reprise des lixiviats dans le puits du réseau de drainage (point bas) du casier 4G n'est pas mise en œuvre. Le caractère sec des déchets standards enfouis n'est pas de nature à générer des lixiviats. Les installations de traitement des lixiviats ne peuvent donc être impactées par ces apports exceptionnels de déchets de sous-produits animaux du fait du mode actuel d'exploitation du casier. L'exploitant ne réalise pas de surveillance particulière du drainage des lixiviats au sein du casier 4G.

Même si la quantité journalière de ces déchets particuliers est somme toute limitée au regard des tonnages journaliers réceptionnés, il conviendra que l'exploitant s'assure de la compatibilité des caractéristiques des lixiviats produits avec les conditions de fonctionnement de ses installations de traitement des lixiviats.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant précisera à l'inspection les modalités de gestion des lixiviats produits dans le casier 4G ainsi que les vérifications à mener pour s'assurer de la compatibilité des caractéristiques des lixiviats produits avec les conditions de fonctionnement des installations de traitement du site d'enfouissement sous un mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite